

NOTE D'INFORMATION¹
Bruxelles, le 7 octobre 2021

Conseil "Emploi, politique sociale, santé et consommateurs" **Luxembourg, 15 octobre 2021**

La session du Conseil se tiendra le vendredi 15 octobre 2021 et sera présidée par Janez Cigler Kralj, ministre du travail, de la famille, des affaires sociales et de l'égalité des chances.

La session du Conseil commencera à 10 heures. Les ministres tiendront un débat d'orientation sur l'avenir du Semestre européen. Également en lien avec le Semestre européen, les ministres approuveront les messages clés du Comité de l'emploi au sujet du rapport annuel sur les résultats en matière d'emploi et du relevé des résultats en matière d'emploi, ainsi que les messages clés du Comité de la protection sociale sur l'examen annuel du mécanisme de suivi des résultats dans le domaine de la protection sociale. Ils adopteront également une décision du Conseil relative aux lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres. Les ministres devraient également approuver des conclusions sur l'intégration de la dimension de genre dans le budget de l'UE.

Au cours du déjeuner, les ministres tiendront un débat sur le thème "Suivi du livre vert sur le vieillissement: les systèmes de protection sociale dans l'ensemble de l'UE sont-ils adaptés au vieillissement de la population?".

La session de l'après-midi, qui débutera à 15 heures, comportera un débat sur la sécurité et la santé au cœur de l'avenir du travail.

Le point "Divers" comportera une présentation de la Commission sur une vision à long terme pour les zones rurales et des informations communiquées par la présidence et la Commission concernant le sommet social tripartite (20 octobre 2021).

La session sera publique, à l'exception de l'adoption de l'ordre du jour, de l'approbation des points "A" non législatifs et du débat qui aura lieu au cours du déjeuner.

Une **conférence de presse** (à laquelle participera également le commissaire Schmit) aura lieu à l'issue de la session, vers 17 heures.

* * *

[Page consacrée à la session du Conseil "Emploi, politique sociale, santé et consommateurs"](#)

[Conférences de presse et événements publics par transmission vidéo](#)

[Transmission vidéo, téléchargeable en format "diffusion" \(MPEG 4\), et galerie de photos](#)

* * *

¹ La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse.

Semestre européen

Il est prévu que les ministres approuvent les [messages clés](#) du [Comité de l'emploi](#) (COEM) sur la base du rapport annuel sur les résultats en matière d'emploi et du relevé des résultats en matière d'emploi, ainsi que les [messages clés](#) du [Comité de la protection sociale](#) (CPS) sur la base de l'examen annuel du mécanisme de suivi des résultats dans le domaine de la protection sociale. Le COEM et le CPS conseillent les ministres sur les questions relatives aux volets "emploi", "compétences" et "politique sociale" du Semestre européen. Ils élaborent des rapports de suivi des progrès accomplis par les États membres dans la mise en œuvre des réformes dans le cadre du Semestre.

Il est également prévu que les ministres adoptent une décision du Conseil relative aux lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres. Au sein de l'UE, les États membres considèrent leurs politiques économiques et leurs politiques de l'emploi comme une question d'intérêt commun, sur laquelle ils se coordonnent au sein du Conseil. Le Conseil adopte chaque année des lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres.

Le Semestre européen est un cycle de coordination des politiques économiques, budgétaires, sociales et du travail au sein de l'UE.

Depuis la publication de la [communication de la Commission](#) intitulée "Plan d'action sur le socle européen des droits sociaux", le Semestre européen fournit également un cadre pour la coordination et le suivi des efforts déployés par les États membres en matière de mise en œuvre des principes et des droits définis dans ledit socle, sur la base de récentes propositions législatives, initiatives et stratégies de l'UE.

Débat d'orientation: l'avenir du Semestre européen

La COVID-19 a entraîné un certain nombre de changements pour le processus du Semestre européen 2021 (avec, par exemple, l'absence de rapports par pays ou de recommandations par pays sur des questions non budgétaires). Les ministres de l'emploi et des affaires sociales ont rapidement [fait entendre leur voix](#), en demandant un retour à un Semestre européen à part entière, avec une forte dimension sociale. Le socle européen des droits sociaux et le plan d'action sur le socle, avec ses grands objectifs de l'UE pour 2030 en matière d'emploi, de compétences et de réduction de la pauvreté, devraient fournir des orientations à cet égard.

Sur la base d'une [note d'orientation](#) de la présidence, les ministres débattront des questions de savoir comment le plan d'action, et en particulier les trois grands objectifs de l'UE, peut être mieux pris en compte dans le futur Semestre européen, et quels éléments et caractéristiques sont essentiels pour le futur processus du Semestre européen, afin de garantir une forte dimension sociale. Ils discuteront également du rôle du Conseil EPSCO et de ses instances préparatoires que sont le COEM et le CPS dans le futur processus du Semestre européen.

Conclusions sur l'intégration de la dimension de genre dans le budget de l'UE

Le Conseil devrait approuver des [conclusions](#) sur le thème susmentionné. La Cour des comptes européenne a récemment [évalué](#) si la dimension de genre avait été intégrée dans le budget de l'UE afin de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. La promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes est une obligation imposée par le traité UE. La Cour des comptes a défini l'intégration de la dimension de genre comme le fait de "promouvoir activement l'égalité entre les femmes et les hommes à tous les stades, et dans tous les domaines, de l'élaboration des politiques et de leur mise en œuvre", et a "conclu que la Commission n'avait pas encore respecté l'engagement qu'elle avait pris d'intégrer la dimension de genre dans le budget de l'UE".

Dans ses conclusions, le Conseil prend note des recommandations formulées dans le rapport et invite notamment la Commission à intensifier les efforts déployés en vue d'intégrer systématiquement une perspective de genre dans toutes les futures stratégies et politiques de l'UE, à examiner plus avant les plans des États membres pour la reprise et la résilience et leur mise en œuvre du point de vue de l'égalité de genre, et à soutenir et promouvoir la production, la collecte, l'analyse, la communication et la diffusion systématiques de données fiables et comparables ventilées par sexe concernant les programmes de financement de l'UE.

Débat d'orientation: la sécurité et la santé au cœur de l'avenir du travail

Des conditions de travail durables aident les personnes à entrer et à rester dans le monde du travail tout au long de leur vie active et contribuent ainsi à leur bien-être à tout âge qu'à la productivité et à la durabilité de nos économies. Cette approche de l'avenir du travail axée sur l'humain est essentielle face aux défis auxquels le monde du travail est confronté, tels que le vieillissement de la population, la numérisation, le changement climatique et les transformations dans l'organisation du travail. Un niveau élevé de sécurité et de santé au travail est lui-même un moyen essentiel de permettre un travail durable pour tous. Le [cadre stratégique](#) de l'UE en matière de santé et de sécurité au travail pour la période 2021-2027 définit les priorités et actions destinées à améliorer la santé et la sécurité des travailleurs dans les années à venir.

Dans sa [note d'orientation](#), la présidence souligne que des efforts sont nécessaires à tous les niveaux pour atteindre les objectifs du nouveau cadre stratégique de l'UE. Elle invite les ministres à réfléchir aux principales difficultés que comporte la mise en œuvre du nouveau cadre stratégique de l'UE et aux activités qu'il serait selon eux nécessaire de mener au niveau de l'UE pour atteindre les objectifs de ce cadre. Les ministres examineront également dans quelle mesure les politiques suivies dans leur pays en matière de santé et de sécurité contribuent activement à renforcer la durabilité du travail tout au long de la vie.

Divers

Sous le point "Divers", la Commission présentera sa vision à long terme pour les zones rurales, et la présidence et la Commission communiqueront aux ministres des informations sur le sommet social tripartite qui se tiendra le 20 octobre 2021.
